

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

19 février 2024

---

**RENFORCER LA RÉPONSE PÉNALE CONTRE LES INFRACTIONS À CARACTÈRE  
RACISTE OU ANTISÉMITES - (N° 1727)**

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° CL33

présenté par

M. Pauget, M. Bazin, Mme Bazin-Malgras, Mme Bonnivard, Mme Genevard, M. Gosselin,  
Mme Louwagie, Mme Valentin, Mme Bonnet, Mme Alexandra Martin (Alpes-Maritimes),  
M. Brigand, Mme Périgault, M. Di Filippo, M. Ray, M. Hetzel, M. Cordier et M. Dubois

-----

**ARTICLE 2**

I. – Après l’alinéa 6, insérer l’alinéa suivant :

« Aucun document de séjour ne peut être délivré à un étranger définitivement condamné pour avoir commis une infraction prévue au présent article. »

II. – En conséquence, procéder à la même insertion après les alinéas 9 et 12.

III. – En conséquence, compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« II. – La section 2 du chapitre II du titre I du livre IV du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile est complétée par un article L. 412-6-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 412-6-1.* – Aucun document de séjour ne peut être délivré à un étranger définitivement condamné pour avoir commis une infraction prévue et réprimée à la section 3 *ter* du chapitre V du titre II du livre II du code pénal. » »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L’explosion des faits antisémites comme des propos haineux ou discriminants à raison de la présumée race qui divisent l’unité de la nation et opposent les Hommes, sont intolérables. Contraires aux valeurs humanistes de notre République, ces actes doivent emporter l’impossibilité de délivrer des titres de séjour aux étrangers qui auraient commis des provocations, des diffamations ou des injures non publiques présentant un caractère raciste ou discriminatoire prévues par le présent article 2 de cette proposition de loi.

Tel est le sens de cet amendement modifiant le code pénal et le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, qui propose d'interdire la délivrance et le renouvellement de tout titre de séjour à un étranger définitivement condamné pour acte antisémite, raciste ou xénophobe, commis envers une personne ou un groupe de personne, en fonction de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

Toute autre forme d'atteinte commise envers une personne physique ou un groupe de personne, et opérée sur le fondement de leur origine, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, emporte les mêmes conséquences. »